

Vivre au centre de Limoux : les problèmes rencontrés par les habitant·e·s rencontré·e·s par le conseil citoyen

Table des matières

Vivre au centre de Limoux : les problèmes rencontrés par les habitant·e·s rencontré·e·s par le conseil citoyen.....	1
1. Un problème de communication.....	1
2. l'occupation de l'espace public dans le centre ville.....	3
3. La circulation.....	4
4. Le cœur de la ville est dégradé.....	6
5. l'insertion professionnelle des jeunes.....	10

Au cours d'une réunion à Limoux, le 21 octobre 2019, des membres du conseil citoyen ont résumé les principaux problèmes identifiés grâce à leurs enquêtes et contacts avec les habitant·e·s de Limoux. Le travail présenté ici vise à analyser les données des deux enquêtes menées auprès des habitants du centre ville et des habitants de la petite ville de Limoux, de manière à vérifier si ces problèmes sont ceux décrits par la population enquêtée

Ce document ne présente pas les études en question qui ont été analysées par le cabinet d'études ayant réalisé le bilan à mi parcours du contrat de ville (Villes et Territoires) . Il a uniquement comme objectif de donner aux membres du conseil citoyen les éléments nécessaires pour poser des questions aux différents élu·e·s ou candidat·e·s quant aux problèmes rencontrés et évoqués par les habitant·e·s

- L'enquête Centre ville comporte 75 réponses qui proviennent à part égales d'hommes et de femmes, pour un tiers, pour la moitié de personnes de plus de 60 ans, 4 sur 10 de personnes de 35 à 60 ans. 70 % des réponses ont été fournies par des habitant·e·s de Limoux depuis plus de 10 ans.

- L'enquête Petite ville comporte 52 réponses sans information sur les caractéristiques des répondants. Le traitement s'est basé sur les questions fermées et sur les questions ouvertes.

1. Un problème de communication

Il y a un problème de communication sur tout ce qui se passe dans la ville, que ce soit pour les habitant·e·s ou les nouveaux arrivant·e·s. Les outils existants ne fonctionnent que pour les personnes sur des listes déjà existantes, donc faisant partie de certains cercles

Éléments des enquêtes

Les éléments des enquêtes tendent à confirmer que la circulation de l'information est à améliorer.

- 70 % des personnes ne se sont pas senti·e·s suffisamment informé·e·s du déplacement du marché le vendredi matin (50 réponses au total)
- 27 personnes sur 40 répondants ont indiqué avoir entendu parler du forum des associations, lieu d'information important pour le secteur et si 9 estiment qu'il est adapté, 9 qu'il doit s'améliorer, 2, qu'il doit s'adapter, (8 n'ont pas d'avis).

- Les informations à ce sujet circulent par plusieurs moyens : bouche-à-oreille, flyers, office du tourisme, site de la ville de Limoux. Les personnes qui n'ont pas entendu parler du forum utilisent moins souvent le site de la ville ou les réseaux sociaux que celles qui en ont eu connaissance. L'échantillon de l'enquête est restreint et il serait intéressant d'approfondir cette question.
- le fait que le bouche-à-oreille soit fréquemment mentionné comme principal moyen d'information tendrait à prouver qu'effectivement l'information circule à partir de personnes informées et non de manière officielle, et donc dans des cercles restreints (proches, adhérents d'associations). Les deux « supports » officiels de la communication mentionnés sont l'office du tourisme et le site de la ville de Limoux, ainsi que des flyers. L'affichage, moyen le plus transparent et ouvert de communication dans une ville n'est pas identifié comme une source d'information pour l'instant.
- D'ailleurs les deux tiers des personnes ont indiqué qu'il fallait selon elles mettre en place des panneaux d'affichage pour améliorer la communication.
- Plus de la moitié des enquêtés connaissent le référencement des associations sur le site de la ville (22 sur 39) ou à l'office du tourisme (25 sur 39), qui sont aussi une source d'information, mais 11 ont un avis plutôt négatif.
-

Éléments complémentaires :

Tirés du documents « les tables rondes des assises de la jeunesse en octobre 2015 à Limoux » :

- La communication concernant l'offre culturelle, associative et événementielle de Limoux et du Limouxin n'atteint pas une partie de la jeunesse. Il faudrait développer la communication via les supports utilisés par les jeunes (facebook, twitter...) et sous une forme plus incitative ;

Tirés de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Limoux en 2018 :

- De notre place il est impossible d'évaluer la qualité et l'effectivité d'un renforcement de la communication en direction de l'offre culturelle et sportive. Nous rappellerons cependant que les partenaires opérationnels ont préconisé une information élargie sur les programmations annuelles auprès des habitants pour leur en favoriser l'accès. Nous n'avons par ailleurs pas identifié de panneaux lumineux aux abords du lycée. La communication proposée sur Facebook par la ville aborde finalement peu l'existant sportif et culturel en dehors des grands événements annuels tels que le carnaval ou les stages sportifs ponctuels (escrime par exemple). En d'autres termes, il nous semble que telle qu'elle s'articule, la communication sur les réseaux sociaux s'adresse peu à la jeunesse.

- Un manque de communication élargie auprès des habitants sur les actions existantes et menées dans le cadre du contrat de ville. Les opérateurs réalisent parfois que les habitants n'accèdent pas à l'offre faute de la connaître. Ils préconisent donc que l'effort de communication grand public soit renforcé.

Proposition de reformulation

- les habitant·e·s estiment qu'il y a un problème de communication à Limoux, et les enquêtes montrent que les informations circulent surtout entre initiés, à l'intérieur de groupes déjà constitués.

Quelles sont les propositions pour améliorer la communication sur Limoux de manière à permettre aux informations de circuler en dehors des associations ou groupes déjà constitués, en ciblant notamment les jeunes mais aussi les personnes qui n'utilisent pas internet ou les réseaux sociaux ?
Quels espaces de communication favorisant les échanges dans la ville à la fois sur les activités de

2. l'occupation de l'espace public dans le centre ville

- les habitants estiment qu'il y a un manque de civilité de certain·e·s occupant·e·s de l'espace

La présence des SDF sur les berges temporaires ou régulières en buvant des 8*6 : sont au Tivoli et au cimetière où circulent beaucoup de lycéens et actuellement ça risque de dégénérer et les citoyens sont de plus en plus remontés contre cette population. Car les SDF se soulagent au vu et au su de tout le monde (question de la propreté) + ils font peur avec leurs chiens + problème d'alcoolisme et musique à fond = occupation de l'espace public nuit et jour.

- la gestion des déchets, poubelles, encombrants qui laisse à désirer à la fois de la part des citoyen·ne·s et des pouvoirs publics

Éléments des enquêtes

-La question des espaces verts et publics est centrale

- 8 personnes sur 10 estiment que les espaces verts sont insuffisants ou à améliorer
- Ils et elles les fréquentent plutôt pour des loisirs (29 mentions), dont la promenade (10 mentions), pour se reposer (22).
- les berges de l'Aude, l'île de Sounies sont les plus mentionnés et fréquentés
- C'est aussi sur les berges de l'Aude et sur l'île que les enquêté·e·s suggèrent d'en créer d'autres, mais aussi dans différents lieux publics (jardin de la préfecture, terrain de l'ancienne mairie, autour de la mairie, Alcantara, ancien pensionnat, gare, etc), et sous forme de micro-parcs à la place de bâtiments vétustes et abandonnés (par exemple au croisement rue du Palais et rue Bourrierie sur espace de 3 à 5 maisons abandonnées).
- Les bancs publics leur semblent souvent insuffisants (1 personne sur 2) ou inexistantes (1/10).
- 7 enquêté·e·s sur 10 estiment que les jeux pour enfants sont insuffisants ou inexistantes

- Ces espaces sont donc importants pour les habitant·e·s de Limoux enquêté·e·s qui souhaitent leur développement, mais qui soulèvent un certain nombre de problèmes, dont particulièrement la propreté et la sécurité.

- « il faudrait plus de propreté », « un nettoyage quotidien ». Plusieurs personnes se plaignent de la « saleté », des « crottes de chien », suggérant « l'installation de parcs à chien » de « toutounettes », (petite ville). Une personne explique par exemple ne pas fréquenter les berges car « ils ne servent qu'à faire faire les besoins aux animaux ».

- la saleté reprochée tient aussi selon certains enquêté·e·s à la gestion des poubelles : insuffisantes (52%), trop pleines (28,8%), mal situées (11,1%), voire inexistantes (18,5%).

- la sécurité dans les espaces publics est un problème pour plusieurs enquêté·e·s. Les enquêté·e·s de la petite ville estiment dans 6 cas sur 10 que leur quartier est agréable à vivre, mais un sur cinq ne s'y sent pas en sécurité la journée, et plus d'un tiers la nuit. Les personnes estimant que leur quartier est agréable à vivre indiquent plus souvent s'y sentir en sécurité.

Les propositions pour améliorer la sécurité dans le quartier sont de deux ordres : plus d'interventions de police (10 mentions) et plus d'encadrement des personnes identifiées comme fauteuses de troubles (11 mentions), des dispositifs adaptés (ralentisseurs, éclairages) (8 mentions).

Plusieurs enquêté·e·s demandent une prise en charge de personnes « en situation précaire », « population marginale d'un abord peu avenant », « d'étrangers qui ne résident pas à l'année ». Il faudrait « aider les personnes pauvres, ce quartier est miséreux ». « éviter la concentration des cas

sociaux dans un quartier », « traiter la drogue et la délinquance » ; « éviter les ghettos sociaux liés aux logements indécents, plus d'interventions dans les quartiers avec du dialogue et de la confiance », « que la police municipale s'occupe plus des gens qui traînent et surveille les berges », « trouver des solutions concernant la population des sans abris et personnes en difficulté », « mieux encadrer les personnes fragiles qui viennent dans le quartier, plus d'éducateurs pour s'occuper des SDF ».

Les préoccupations sur la sécurité se retrouvent également dans les réponses libres du questionnaire administré dans le centre ville (4 mentions), à propos de la « sécurité en ville avec les jeunes SDF et les chiens », « l'insécurité du centre ville et le nombre croissant de zonards qui posent problèmes ».

Celles sur la propreté et l'aménagement de la ville sont encore plus nombreuses : « la ville n'est pas propre, dommage car elle est bien fleurie », « les sacs poubelles sont sortis n'importe comment, la propreté dans les rues », « absence de wc publics ». Les commerçants présents dans le centre ville s'en inquiètent aussi : « je suis commerçante et j'ai des remarques : le stationnement n'est pas respecté, police municipale absente, ordures et encombrants partout sur les trottoirs tous les jours, les jours de sortie des conteneurs ne sont pas respectés », dit l'une, « les rues sont sales, les façades des maisons sont très vétustes et la rue de la mairie est à l'abandon ! », « la propreté laisse à désirer dans les rues ainsi que la nuisance place de la République », disent deux autres professionnel-le-s, « Ville avec trop de SDF et de chiens. Où est la police municipale ? », demande un quatrième.

Certain·e-s font des suggestions : « apprendre à avoir un comportement citoyen et écolo, organiser des journées de bénévolat (une par an et par personne) pour prendre soin de la ville.

Éléments complémentaires

Contribution du conseil citoyen de Limoux concernant l'aménagement des rue du centre ville de Limoux déposé en avril 2019 : Gestion des déchets et propreté : pourquoi ne pas aménager des points de regroupement des conteneurs et des sacs poubelles dans des enclos remplaçant des immeubles en ruine ?

Tiré de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville en 2018 :
Environnement : Gestion des déchets insuffisante.

Proposition de reformulation

-Les habitant·e-s parlent de difficultés à partager l'espace public, que ce soit en raison d'un manque d'entretien (bordures de rivières), manque de parcs et jardins aménagés, mais aussi occupation des espaces disponibles sans respect des règles d'usages, manque de toilettes publiques, manque de prise en charge adaptée des personnes fragiles ou en difficulté.
Par ailleurs, les enquêtes mettent en évidence des attentes importantes en terme d'amélioration de la propreté dans la ville, de la gestion des poubelles et ordures, et de sécurité.
Quelles propositions sont faites pour répondre à ces attentes ?

3. La circulation

Circuler dans Limoux est compliqué : manque de civilité des conducteurs et conductrices, quasiment impossible pour les vélos, embouteillages pour les personnes qui viennent de la Haute Vallée

Circuler sans voiture autour de Limoux est impossible, sauf pour aller à Carcassonne

Éléments des enquêtes

- 66 % des enquêté·e·s trouvent que la mobilité est un problème important, ou très important, (cv) , sans corrélation avec leur âge, leur genre, ou leur ancienneté à Limoux.
- 41 répondants circulent à pied, 19 en voiture, 6 à vélo. (question à choix multiple)
- la moitié des enquêté·e·s estiment que la circulation est assez ou très dangereuse.
- La plupart estiment que les infrastructures ne sont pas adaptées (seulement 3 réponses inverses)
- Les améliorations prioritaires concernent la circulation des piétons (56 mentions) des vélos (24 mentions), les marquages au sol ou la signalétique (11 mentions), le stationnement (18 mentions), le stationnement (13 mentions)
- les trottoirs sont non adaptés ou dangereux selon 9 personnes enquêtées sur 10
- la vitesse des véhicules est inadaptée pour 6 personnes sur 10
- les suggestions d'amélioration évoquent une navette, un petit bus, ou un mode de transport adapté au centre ville, la mise à disposition de vélos,
- dans les suggestions ouvertes, des personnes reviennent sur ce sujet, notamment pour dire que « *la municipalité doit interdire la circulation des voitures en centre ville le vendredi matin jour de marché. C'est dangereux et pas nécessaire(comme à Mirepoix ou à Revel)* » ou *demander des espaces piétons.*
- L'enquête Petite ville confirme ces éléments : la moitié des répondants disent ne pas se déplacer facilement à pied, à vélo plus facilement en voiture, et 6 sur 10 se serviraient d'une éventuelle navette électrique.
- Plus de la moitié des suggestions pour améliorer l'amélioration du quartier petite ville mentionnent entre autres la gestion des voitures, trop nombreuses, circulant trop vite, causant des difficultés de stationnement, les autres portant sur l'amélioration des bâtiments et des espaces (voir autres hypothèses à ce sujet).

Éléments complémentaires

Tirés du documents « les tables rondes des assises de la jeunesse en octobre 2015 à Limoux »

- L'un des points les plus pénalisants pour la formation et la recherche d'emploi est la mobilité : comment permettre à tous les jeunes, même très modestes, de se déplacer vers les lieux de formation et de stage ?
- L'offre actuelle de transport est peu utilisée par les jeunes (navettes du centre ville vers le centre commercial, réseau Circulad avec transport à la demande proposé par la Communauté de communes). Elle est mal connue des jeunes et perçue comme une offre répondant prioritairement aux besoins des personnes âgées (difficulté pour les jeunes de réserver la veille) ;
- Les horaires du T.E.R. entre Limoux et Carcassonne ne sont pas adaptés aux besoins des lycéens. Il faudrait que le train arrive un peu plus tôt à Limoux et reparte un peu plus tard le soir vers Carcassonne ;
- Le déplacement en « deux roues » dans Limoux est dangereux en certains points (rétrécissements de chaussée liés à un terre-plein central, ronds-points...)

Tirés de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Limoux en 2018

- Les jeunes issus du QPV déclarent une disposition à la mobilité qui reste limitée ; 4 jeunes sur 10 n'envisagent aucune mobilité. L'une des raisons à cette faible ouverture s'explique certainement par

le fait qu'une part non négligeable de ces jeunes cumule les freins à la mobilité : seul 1 jeune sur 3 possède le permis de conduire et un peu plus d'1 sur 5 possède une voiture.

- Toutes les études qui portent sur l'enjeu de la mobilité le concluent : les personnes en insertion, à bas niveau de formation, ont une nécessité plus grande que les autres à se rendre mobiles, En effet, les postes à bas niveaux sont très souvent plus contraignants avec des horaires décalés ou atypiques (l'hôtellerie et restauration, métier de la sécurité par exemple), des déplacements et des transports de matériel (bâtiment, entretien par exemple).

- La mobilité a été investie par le biais d'une plateforme de mobilité qui a concentré tous les crédits de cet axe emploi/mobilité mais cette plateforme a fermé ses portes fin 2018 et aucune autre action n'a, pour l'instant, remplacé cette initiative.

- Une réflexion plus ciblée sur la levée des freins à la mobilité :

Les conditions de travail dans les métiers de bouche supposent souvent une nécessaire mobilité, ou nécessite d'avoir un moyen de locomotion pour s'adapter à des horaires non couverts par les transports en commun, et plus globalement pour se déplacer lorsque les postes à pourvoir ne sont pas situés à Limoux. L'échec de l'action menée par le CFA, qui répondait pourtant à un besoin, et pour laquelle l'opérateur a mis des moyens à disposition pour résoudre cette problématique liée à la mobilité, nous démontre autrement l'importance de situer la levée des freins à la mobilité des jeunes comme l'un des priorités de cette deuxième phase de mise en œuvre du contrat de ville.

Les facteurs impactant sont pluriels, les logiques des jeunes et de leurs famille le sont tout autant. Il serait certainement nécessaire d'introduire toute réflexion par une étude des causes auprès des jeunes de Limoux.

- La ville de Limoux s'est dotée d'une plateforme de mobilité (qui n'existe plus aujourd'hui) qui a tenté de répondre au niveau local par l'aide aux déplacements de proximité. La création de cet outil est trop récente pour pouvoir en évaluer l'impact. Les freins matériels à la mobilité ont été au cœur des réflexions des partenaires interrogés dans le cadre de cette évaluation.

L'impact premier de cette mobilité réduite est la réduction des possibles en matière d'orientations scolaire et professionnelle, et la complexification de l'accès à l'emploi. S'il ne relève pas de la compétence d'une ville d'ajuster les horaires des transports ferroviaires il n'en reste pas moins qu'ils posent problème, tout comme ceux des cars routiers. Des réponses sont à imaginer pour résoudre ces problèmes de mobilité ; aide au permis de conduire à renforcer, à l'internat, appui logistique à la promotion du co-voiturage (plateforme numérique, parkings dédiés, communication et information).

Proposition de reformulation

La circulation est compliquée à Limoux particulièrement pour toute personne ne circulant pas en voiture.

Dans la ville, les enquêtés évoquent des difficultés liées à l'organisation de l'espace, au manque de trottoirs entretenus, ou de passages piétons sécurisés, à la vitesse des voitures. La circulation à vélo est très difficile.

Par ailleurs, il est difficile de circuler autour de la ville et vers l'extérieur, même s'il existe une ligne de chemin de fer vers Carcassonne. Cela crée des difficultés pour les habitant-e-s, notamment en termes d'emploi, d'accès à la culture, à des soins, d'accès à des habitats hors du centre ville, qui peuvent inciter à quitter la ville. Les jeunes et les personnes sans permis sont particulièrement concernées, mais cette situation conduit aussi à un usage des voitures très importants, générant des problèmes de circulation (entrée ou sortie de la ville, notamment), et de stationnement.

Quelles solutions proposez vous pour aider les Limouxins jeunes et moins jeunes à se déplacer dans la ville, et en dehors de celle-ci, en toute sécurité, et à un coût accessible ? Des pistes de navettes, transports à la demande, sont-elles envisagées ?

4. Le cœur de la ville est dégradé

- logements vétustes non rénovés
- habitant·e·s précaires ne pouvant les rénover
- une politique de rénovation menée sur un quartier, St Antoine, mais pas de visibilité sur une politique d'ensemble

« ils font de la rénovation par ci, par là mais sans concertation : pas de structuration, ni de vue d'ensemble, pas de politique d'aménagement global du centre ville.

Les bailleurs sociaux qui ne jouent pas la mixité sociale (la 3ème catégorie de revenu n'est pas en place) et il n'y a que des « cas sociaux » dans les logements HLM. Car il faut atteindre un seuil de pauvreté pour pouvoir mettre en place le 3ème niveau de revenu.

Les bailleurs sociaux font bien de la réhabilitation mais pas assez de mixité sociale les propriétaires ne font pas appel aux aides de réhabilitation (exemple : les façades) car ensuite ils payent plus d'impôt et donc le laissent comme ça. «

- peu de mixité sociale qui favoriserait les commerces
- peu de commerces

Le commerce ne se développera pas tant que le centre ville sera habité pas des « pauvres », c'est que disent les commerçants. L'état du centre ville contribue à la désaffectation des commerces.

Mais aussi tout se déplace à l'extérieur: le fait de tout installer à la périphérie du centre ville contribue à dévitaliser le centre ville (la crèche, les services, ...).

Ils ont fait des zones franches.

Les commerçants, pour la plupart, n'habitent pas dans Limoux.

Éléments des enquêtes

- 70 % des enquêté·e·s estiment que la question des commerces et du centre ville est importante ou très importante
- 66 % des enquêté·e·s estiment que la question des aménagements urbains : éclairage, espaces verts, logements est importante ou très importante
- les 2/3 des enquêté·e·s du centre ville indiquent fréquenter les commerces particulièrement alimentaires, mais plus de la moitié estiment qu'il en manque dans le centre notamment en prêt-à-porter, chaussures, bricolage, mercerie, téléphonie, jeux. Plusieurs personnes expriment leur mécontentement face au développement des grandes surfaces en périphérie de Limoux, responsables de la fermeture d'un certain nombre de magasins, craignant un effet boule de neige . Ceux qui manquent, explique l'un, [ce sont] tous ceux qui sont fermés en raison du nombre irraisonné de grandes surfaces. La ville doit participer aux études de clientèle potentielle pour aider les installations et non

créer de l'éphémère qui par ce mot concerne l'existant », un autre renchérisant en évoquant « ceux qui sont partis ou partiront devant le désert du centre-ville ».

- Quand ils et elles ne fréquentent pas certains magasins, c'est en raison du prix, de l'accessibilité essentiellement, des horaires inadaptés.
- Seules 15 personnes sur 75 estiment que les horaires du marché du vendredi matin sont adaptés, les autres estimant qu'il faut les changer, qu'ils ne conviennent pas, 21 indiquant avoir connaissance de l'existence d'autres marchés dans la ville, notamment par le bouche-à-oreille (12 personnes) ou en y étant passé (11 personnes).
- seules onze personnes estiment que les espaces verts dans le centre ville de Limoux sont suffisants. Pour les autres (39), ils sont insuffisants, à améliorer.
- Dans l'enquête petite ville, un tiers des enquêté-e-s ne se sentent pas bien dans leur quartier, et là encore, les suggestions d'amélioration portent en grande partie sur le manque de commerces. Certains réclament des commerces du quotidien, d'autres un marché, voire une grande surface.
- 6 enquêtés sur 10 estiment qu'il faudrait améliorer l'état général des immeubles de la petite ville, 1/4 pensant au contraire qu'ils sont en bon état.
- Ceux qui estiment qu'ils sont à améliorer évoquent des bâtiments insalubres, « Bâtiments vétustes, parc locatif à la limite de l'insalubre », « vides, délabrés », « avec beaucoup de misère sociale ». Certains propriétaires longent des personnes dans des locaux trop vétustes et cela paupérise la population, certains propriétaires sont trop âgés pour entreprendre des réparations et ont malgré tout besoin des loyers pour vivre car ils ont des petites retraites » explique l'un d'entre eux, « la mauvaise qualité des bâtiments est un vrai problème, je vais déménager », indique un second.

Éléments complémentaires :

Tirés du document : Contrat Bourg-Centre Occitanie pour Limoux (2019 – 2021) :

Dans le domaine de l'habitat, LIMOUX a connu une évolution de ses fonctions résidentielles identiques à celle des petites villes moyennes de province, avec une forte diminution de la population résidente dans les quartiers anciens et le développement pas toujours bien maîtrisé de zones pavillonnaires situées pour certaines d'entre-elles à plusieurs kilomètres du centre-ville. Le centre ancien (« Grande ville » sur la rive gauche et « petite ville » sur la rive droite) ne loge plus que 2 500 habitants environ (23 % de la population) contre 6 000 dans les années -50. La sociologie des habitants du centre ancien a également beaucoup évoluée. Elle se caractérise aujourd'hui par une concentration de ménages de conditions modestes : personnes âgées, familles monoparentales, jeunes en situation précaire, ce qui a valu au centre-ville d'être retenu comme quartier prioritaire de la politique de la ville sur la base du revenu médian de ses habitants, inférieur à 60 % du revenu médian de la population de la commune (10 100 € de revenu fiscal médian/ménage/an contre 18 802 € pour la ville de Limoux en 2014). D'autres données statistiques corroborent les difficultés sociales des habitants du quartier prioritaire et notamment du centre ancien :

73,0 % de ménages locataires

41,8 % de taux de pauvreté

16.3 % de familles monoparentales

26.3 % seulement de ménages imposés

Des études récentes (2018) éclaire les problématiques de l'habitat, notamment dans le centre ancien de Limoux : le diagnostic du Programme Local de L'Habitat, volet « habitat » du P.L.U.i.H. du

Limouxin et une analyse de la vacance et de la dégradation de l'habitat dans le centre ancien (étude Oc'teha réalisée dans le cadre du Contrat de ville) :

L'une des problématiques principales du centre ancien est la vacance élevée du parc de logements (près de 25 % du parc).

Une autre problématique est l'état médiocre du parc. Le fichier de la DGFIP recense 147 logements au confort médiocre dans le centre ancien (7 % du parc occupé). 11 immeubles (occupés) dont 2 copropriétés sont un état apparent laissant supposer une situation potentielle d'habitat indigne. Ces 11 immeubles totalisent 48 logements dont 15 sont vacants, 22 loués et 11 sont occupés par leur propriétaire. L'habitat indigne semble concerner non seulement le locatif mais aussi des propriétaires occupants souvent âgés. A l'échelle de la Commune, le Parc Privé Potentiellement Indigne (P.P.P.I.) se concentre majoritairement dans le centre ancien. Il concerne à Limoux 581 ménages (139 propriétaires occupants, 442 locataires et autres), ce qui représente 12% des résidences principales.

Une enquête réalisée fin 2017 par la C.C.I. de l'Aude, en « porte à porte » auprès des 146 entreprises implantées dans les quartiers anciens et inscrites au registre du Commerce et au registre des Métiers apporte un éclairage précis sur la situation actuelle et les évolutions prévisibles dans les 5 ans à venir. Elle a permis d'identifier les points de fragilité :

- perte de commercialité de plusieurs rues et regroupement de l'activité sur 2 / 3 rues ;
- augmentation du nombre des boutiques vacantes : 26 fin 2017 soit 16,5 % des locaux.
- Ces locaux vacants sont souvent vétustes et non réutilisables en l'état ;
- difficulté à faire cohabiter différents types d'usagers (très peu de jeunes dans la chalandise des commerces) ;
- manque de modernité des boutiques ;
- nombreux projets de cession et montants trop élevés de la valeur des fonds à la vente ;
- faible présence des commerces et artisans de Limoux sur internet ;
- association des commerçants et artisans (U.C.A.L.) faiblement mobilisatrice.

Les modes d'achat de la population évoluent (achats en ligne, diminution des dépenses alimentaires dans les commerces de proximité...) Les supermarchés et grandes surfaces spécialisées situés aux entrées de la ville captent, de par leur accessibilité et leurs possibilités de stationnement, une clientèle de plus en plus nombreuse de Limoux et des communes environnantes.

Dans le cadre du Contrat Bourg Centre Occitanie en partenariat avec la Région¹ est prévu un programme de travaux d'aménagement des rues commerçantes du centre-ville sur les années 2019 / 2022 pour soutenir l'activité des rues commerciales en améliorant le confort et la sécurité de ces rues pour les piétons. Seront réalisés en premier les travaux de réaménagement de la rue Jean Jaurès, puis de la rue des Augustins et des rues traversières entre ces deux rues. La Municipalité dialogue avec les professionnels et les habitants concernés pour obtenir un consensus maximal, sans

1 La politique régionale de développement et de valorisation des Bourgs-Centres Occitanie/ Pyrénées- Méditerranée approuvée par les Commissions Permanentes des 16 décembre 2016 et 19 mai 2017 vise à accompagner les Bourgs-Centres dans l'élaboration et la mise en œuvre pluriannuelle d'un Projet global de valorisation et de développement. Cette nouvelle politique revêt un caractère transversal et se traduit par la mobilisation de dispositifs qui s'appliqueront en fonction des spécificités et du Projet de chaque Bourg-Centre concerné. Les Contrats pluriannuels « Bourgs Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » ont vocation à constituer un sous-ensemble du présent contrat territorial. La Région pourra ainsi soutenir les projets relevant des thématiques suivantes : qualification du cadre de vie, de l'habitat, de l'offre de services à la population dans les domaines de la santé, de l'enfance, de la jeunesse, de l'économie et du commerce, des sports, de la mobilité, de la culture, du patrimoine, de l'environnement, du tourisme et des loisirs. Au-delà de la mobilisation de ses dispositifs d'intervention en vigueur, la Région s'attachera à apporter des réponses appropriées aux spécificités du Bourg Centre pour accompagner les initiatives définies comme prioritaires pour le développement du Bourg Centre et son bassin de vie.

perdre de vue que ces travaux sont destinés à renforcer l'attractivité économique et touristique du centre-ville de Limoux :

- Renforcer l'attractivité résidentielle du centre ancien : aide renforcée au ravalement des façades, projets de nouvelles résidences locatives dans le centre ancien (6 à 10 logements locatifs) avec le Groupe Marcou Habitat, Habitat Audois et ALOGEA, aides à l'amélioration de l'habitat pour les propriétaires privés dans le cadre d'un Programme départemental d'amélioration énergétique des logements occupés par des propriétaires de condition modeste, réalisation d'aménagements urbains facilitant la mobilité des piétons et des transports en mode doux, favorisant également l'usage partagé des espaces collectifs : place des Marronniers réaménagée en 2017, parvis de l'hôtel de ville en projet.....

- Au niveau de la Commune, l'action de requalification de la fonction résidentielle conduit à proposer à des bailleurs des opportunités foncières et immobilières mais également à aider les propriétaires à rénover leurs façades. La Commune subventionne le ravalement des façades au taux de 30 % dans le périmètre des quartiers anciens. Elle souhaite amplifier cette action en renforçant sa dimension qualitative et en augmentant le taux d'aide, avec l'appui de la Région, dans les rues réaménagées du centre-ville.

Mais la compétence « Habitat » appartient désormais à la Communauté de communes du Limouxin. L'étude opérationnelle et la réalisation d'une O.P.A.H. de Renouvellement Urbain est envisagée à court terme (2020), à la suite d'une étude de faisabilité et de calibrage d'une opération de R.H.I. / T.H.I.R.O.R.I. sur un îlot test repéré par l'étude de repérage de l'habitat vacant en 2018.

En utilisant le savoir-faire d'un centre de formation professionnelle, « Batipole », implanté à Limoux et spécialisé dans le bâtiment (rénovation énergétique, construction écologique...), la Communauté de communes souhaite promouvoir un dispositif d'auto-réhabilitation accompagnée auprès des propriétaires occupants modestes venant compléter les autres dispositifs en cours (P.I.G. « Habiter mieux ») ou à venir (O.P.A.H. de Renouvellement Urbain).

Tirés de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Limoux en 2018

- Le diagnostic de territoire du contrat de ville de Limoux évoquait en 2014 l'existence de logements indignes dont une grande majorité se situait en quartier prioritaire.

- Rénovation / réhabilitation : Difficulté de convaincre les propriétaires de réhabiliter leur logement.

Lourdeur administrative et réglementation liées à la protection d'une grande partie du quartier, notamment tout le centre-ville au titre des monuments historiques.

- Logements : Difficultés d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et des problèmes de logements indignes.

- Baux commerciaux : Vacance de baux commerciaux

Proposition de reformulation

Les enquêtes et le travail du conseil citoyen sur le terrain mettent en évidence un problème d'insalubrité ou de mauvais entretien d'un certain nombre de bâtiments du centre ville, liés à la faiblesse des revenus des personnes résidentes et parfois des propriétaires, ainsi qu'un désengagement des commerces en faveur notamment des nouvelles zones commerciales. Le centre ville est perçu comme peu attractif, et très dégradé. Des travaux sont en cours, mais les enquêté-e-s semblent avoir du mal à les replacer dans le cadre d'un plan général de rénovation, d'autant que les réalisations en périphérie semblent plutôt donner la priorité aux commerce dans les zones dédiées.

Quel plan de rénovation du centre ville prenant en compte les caractéristiques sociales des habitants et propriétaires proposez vous ? Sur quels fonds et incitations vous appuyez vous ?

Comment voulez vous favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle dans le centre ville ?

Comment comptez vous développer les commerces de centre ville alors que les zones commerciales périphériques tendent à drainer une partie importante de la population ?

5. La place des jeunes dans la ville

Il n'y a pas beaucoup de pistes d'insertion professionnelle sur Limoux, donc peu de débouchés pour les jeunes sans qualification et ceux qui restent sont ceux qui sont en situation précaire.

Le décrochage scolaire est plus important à Limoux qu'ailleurs

Limoux attire une population de précaires qui viennent vivre là pour une qualité de vie mais il n'y a pas de boulot.

Éléments des enquêtes

il y a peu d'éléments sur l'insertion professionnelle des jeunes dans les enquêtes menées car elles ne portaient pas sur ce thème. Il est revenu en filigrane des réponses à des questions ouvertes, notamment sur les espaces publics. Les remarques suggèrent plutôt de mettre à disposition des espaces adaptés (espace culturel, mjc, salle de détente, cyber café avec des jeux vidéo...), de gérer l'espace pour que chacun selon son âge puisse en profiter : très jeunes enfants, adolescents, adultes, notamment dans le centre ville, la petite ville, les berges, ou l'île.

Cette absence est aussi un indicateur du non enjeu de la place des jeunes dans les politiques et débats publics à Limoux, que ce soit en termes d'occupation de l'espace, de transport, de culture ou de développement économique. La question est transversale. On peut évoquer la difficulté des jeunes à connaître tous les dispositifs susceptibles de les aider, les offres d'emploi, ou de formation, mais aussi propositions culturelles, celles de se déplacer dans la ville sans voiture, mais aussi en dehors de celle-ci, quand les transports en commun sont restreints. L'absence d'espaces dédiés, ou ouverts est aussi évoquée à plusieurs reprises. Que fait la ville de Limoux pour ses jeunes habitants, notamment pour celles et ceux qui ne partent pas faire des études dans les métropoles régionales ?

Éléments complémentaires :

Extrait du portrait de territoire du Limouxin élaboré en octobre 2019 lors de l'étude de préfiguration de l'espace de vie sociale de Limoux :

On note quelques actions en faveur de la jeunesse et des jeunes adultes sur le territoire du Limouxin (atelier promeneurs du net, atelier au sein de l'habitat jeune avec les éducateurs, mobilité régionale des jeunes avec Acticity et l'association Vacances). Cependant, soit il y a peu d'utilisateurs de ces services ou bien cela concerne un public spécifique et ce n'est pas ouvert à tous les jeunes. D'une manière générale dans les différents diagnostics et lors des assises de la jeunesse organisée par la Communauté de Communes du Limouxin, il manque un pôle jeunesse sur le territoire. Il a été évoqué avec de fortes occurrences l'accessibilité du public jeune (15-25 ans). Ils ne sont pas visibles dans le quartier de Saint-Antoine et même ailleurs. Ils ont abordé également le manque de "lieu d'animation" pour les jeunes le week-end (soit ils sortent dans les cafés, problème d'errance, soient ils partent à Toulouse).

Tiré du document PETR de la Vallée de l'Aude réalisé en 2018 :

Une population jeune difficile à maintenir / capter sur le territoire (emploi, logement, services, offre culturelle, ...)

Tirés du documents « les tables rondes des assises de la jeunesse en octobre 2015 à Limoux » :

- La grande majorité des emplois pour les jeunes de moins de 30 ans sont des contrats précaires ;
- Les jeunes sans formation et sans emploi finissent par éprouver un sentiment d'abandon, avec un risque de marginalisation ;

- Il n'y a pas à Limoux de lieu identifié comme lieu de rencontre propres aux jeunes adultes, un lieu où les groupes existants pourraient se décroiser, un lieu où l'information pourrait circuler entre jeunes, un lieu d'accueil et d'accompagnement pour « oser ses envies », un lieu de convivialité et de brassage culturel ;
- Il manque à Limoux un cyber-café pour pratiquer collectivement des jeux vidéo où accéder à l'informatique dans un espace collectif et convivial.

Tirés de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Limoux en 2018 :

- Le taux de scolarisation des jeunes habitants du QPV est très bas ; à peine 1 jeune sur 3 âgé de 16 à 24 ans est scolarisé, soit 20 points de moins que la moyenne communale ou de la moyenne des QPV d'Occitanie.
- la population limouxine en QPV est vieillissante avec un indice de jeune 2.5 fois plus faible qu'en moyenne des QPV d'Occitanie (3 fois plus faible chez les hommes et deux fois plus faible chez les femmes). La jeunesse limouxine est plus fragilisée qu'en moyenne régionale avec un taux de scolarisation très faible : à peine 1jeune sur 3 âgé de 16 à 24 ans est encore scolarisé, et un écart significatif de 18 points avec la moyenne des QPV de la région. Ces jeunes étant souvent déscolarisés tôt, la part d'entre eux étant demandeurs d'emploi est logiquement plus élevée qu'ailleurs. Certaines caractéristiques structurelles en milieu rural (éloignement, mobilité, variété réduite des offres d'emploi, difficultés individuelles ou familiales...) peuvent générer une exclusion des jeunes du marché du travail, de la formation et du système scolaire.
- La période adolescente induit des changements d'ordre identitaires qui s'accompagnent d'une évolution des sociabilités et des pratiques (évolution des espaces physiques et sociaux au cœur desquels se recomposent les identités). Dans une logique ordinaire d'expérimentation de l'autonomie et de la responsabilisation, les adolescents privilégient progressivement les espaces de sociabilités informels, et accordent une place centrale aux temps de sociabilités entre pairs. C'est en sens que les jeunes sont en demande de lieux dédiés à la jeunesse. Ces espaces sont d'autant plus un besoin qu'il n'existe que peu de lieux, qui s'adressent aux adolescents. Il existe certes des associations ou des clubs sportifs et de loisirs, mais à l'adolescence, dans ce processus de recombinaison identitaire, les jeunes multiplient les manières d'être entre soi, qui ne peuvent donc pas se réduire aux temps d'activités sportives et aux temps scolaires. Si Limoux a su développer une offre jeunesse riche et diversifiée, il manque en revanche des espaces et lieux dédiés à la sociabilité et au lien social entre adolescents.

Proposition de reformulation

Les place des jeunes citoyen-ne-s de Limoux est apparue en filigrane de toutes les questions posées que ce soit sur les difficultés de communication, de circulation dans la ville et vers l'extérieur, d'occupation de l'espace. Les conséquences de ces difficultés sont d'autant plus importantes pour ces jeunes hommes et femmes qu'elles ont un impact potentiel sur leur vie personnelle et professionnelle : choix d'orientations par défaut, difficultés d'accès à une situation professionnelle stable, d'accès aux loisirs et à la culture. Cela se traduit par des taux de scolarisation et d'insertion faibles, un départ des jeunes les plus motivés et appuyés par leurs parents vers d'autres villes, et un déséquilibre démographique et social important.

Quelle ville pour les habitant-e-s de Limoux ? Quelle place pour leurs concitoyen-ne-s au moment de l'entrée dans l'âge adulte ? Quels sont les axes de votre politique jeunesse ? Comment vont-ils permettre aux jeunes Limouxins de vivre dignement dans leur ville tout en ayant la possibilité de circuler pour découvrir le reste du monde.